

Elections Législatives – Département des Landes – 5 Juin 1988

3ème Circonscription SAINT-SEVER

Michel LARRAT

Candidat de Rassemblement des Forces de Gauche
présenté par le Parti Communiste Français



Secrétaire Fédéral du P.C.F.

Suppléant : **Edgard BATS**
Maire de SOUPROSSE

Madame, Monsieur,

Dimanche 5 Juin vous êtes appelé à voter pour élire vos députés. Pourquoi ? Le Président de la République l'a expliqué clairement. Son gouvernement comprend 3 Ministres U.D.F., un ex-P.D.G. d'une multinationale. Parmi les premières décisions, il n'est pas question de remettre en cause, ni la suppression de l'autorisation administrative de licencier, ni la loi sur le logement. Mais le Président juge que cette « ouverture » vers la droite est insuffisante. C'est pour franchir une nouvelle étape dans cette alliance du Parti Socialiste avec une partie de la droite qu'il a décidé d'organiser ces élections législatives.

Le 8 Mai dernier, avec les 2 millions d'électeurs d'André LAJOINIE, nous avons contribué à la défaite des CHIRAC, BARRE, LE PEN. Mais franchement la voie empruntée par le Président de la République n'est pas la bonne. Chercher des alliés à droite, ça ne peut pas être pour faire une politique de gauche. On n'a jamais fait une politique de progrès social avec des hommes de droite. L'histoire nous apprend d'ailleurs que c'est en s'alliant avec eux que les coups les plus durs ont été imposés aux travailleurs et à leurs familles. Le chômage, la précarité, les pressions sur votre revenu et niveau de vie, les attaques contre votre protection sociale et vos droits, les atteintes à la souveraineté de la France, tout cela doit être aggravé au nom de l'Europe de 1992. Il est malheureusement facile d'imaginer les conséquences néfastes que cela va avoir pour notre département.

Ce n'est vraiment pas de cela dont vous avez besoin mais d'une politique nouvelle de progrès et justice sociale, de liberté, de paix. Ce dont vous avez besoin et allez avoir besoin de plus en plus, c'est de vous défendre et d'être bien défendus. C'est de pouvoir compter sur une force d'opposition qui tiendra bon, qui ne cèdera pas.

En votant communiste le 5 Juin, vous prenez de ce point de vue une sérieuse garantie. Ne la laissez pas échapper. Dites à la droite et au grand patronat que vous n'êtes pas décidés à vous laisser faire et indiquez à François MITTERRAND la voie que vous souhaitez voir prendre au pays.

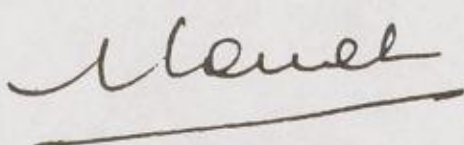
Toutes les voix qui vont se porter dans tout le pays sur les candidats présentés par le Parti Communiste vont s'additionner. Elles vont donner plus de poids à vos revendications. Elles vont permettre d'affirmer l'exigence du rassemblement des forces de gauche pour une politique nouvelle.

Après avoir crié « Au secours la droite revient », ce sont les mêmes qui après qu'elle ait été battue, la font revenir à la direction du pays. Comme vous, nous ne sommes pas d'accord. Que vous ayez comme nous voté le 24 Avril pour André LAJOINIE, ou choisi ce jour là de voter pour F. MITTERRAND, le candidat des « Verts » ou d'un des candidats d'extrême gauche, le 8 Mai nous nous sommes retrouvés pour repousser la droite et l'extrême droite. Et nous vous invitons le Dimanche 5 Juin à confirmer cette volonté en nous apportant vos suffrages.

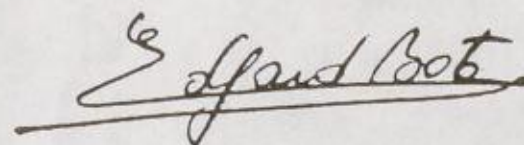
Nous sommes persuadés que l'avenir n'est pas du côté des combinaisons politiciennes, mais du côté du rassemblement des forces de gauche pour une politique nouvelle de justice, de liberté, de paix. Cette union des communistes, des socialistes, des démocrates, des anti racistes, des pacifistes, de toutes celles et ceux qui veulent agir pour le bien commun, c'est tout le sens de l'action du Parti Communiste Français.

Comme nous l'avons toujours fait, tout ce qui ira en ce sens, nous le soutiendrons, tout ce qui ira à l'inverse, nous nous y opposerons.

Voilà, Madame, Monsieur, dans quel esprit nous sollicitons vos suffrages.



Michel LARRAT.



Edgard BATS.

Vu : le Candidat,

Les principales propositions du P.C.F.

Elles ne sont pas « à prendre ou à laisser », mais à discuter. Elles sont sérieuses et applicables.

JUSTICE

Amélioration du pouvoir d'achat avec notamment

- le S.M.I.C. à 6.000 F., l'élévation du pouvoir d'achat des salaires jusqu'à 9.000 F., la revalorisation des retraites et du revenu agricole, 700 F. d'allocations familiales par enfant dès le 1er.

Action contre la pauvreté.

- 3.000 F. mensuels tout de suite pour les personnes sans ressources, financé par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes rapportant 20 milliards de francs.

Défendre la protection sociale, le droit au logement.

- faire cotiser les revenus financiers autant que les salaires soit 12,5 %, améliorer les prestations, rétablir le 100 % pour les longues maladies, préserver le droit à la retraite à 60 ans et l'ouvrir à 55 ans pour les femmes.

- Baisser de 10 % les loyers et charges en réduisant de 1 % les taux d'intérêts, revaloriser de 15 % l'A.P.L. et l'allocation logement.

Lutter efficacement contre le chômage.

- Plus de licenciement sans reclassement

préalable, annuler la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement, créer des emplois en produisant français, transformer les emplois précaires, TUC, en emplois stables, aller vers la semaine de travail à 35 h. sans perte de pouvoir d'achat.

Agir contre l'échec scolaire.

- Prélever immédiatement 40 milliards sur le budget de surarmement pour l'affecter à l'école et à la recherche civile. Assurer la gratuité réelle de l'enseignement, revaloriser son contenu, doubler les bourses scolaires.

LIBERTES

- défendre toutes les libertés individuelles et collectives, garantir les libertés syndicales et le droit de grève, empêcher tout recul social lié à « l'Europe de 1992 », démocratiser les institutions, combattre résolument le racisme et toutes les discriminations, agir pour le pluralisme et l'honnêteté de l'information, rompre toutes les relations avec l'apartheid.

PAIX

- Agir pour le désarmement, réviser la loi de programmation militaire, arrêt des essais nucléaires à Mururoa, service militaire à 6 mois, Cœuvrer pour 0 arme nucléaire en l'an 2.000, refuser toute armée européenne et de l'espace.